



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Fourniture et livraison d'équipement d'éclairage public
pour la Ville de Quimper**

0V24003

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 13 mai 2024 à 12:00

Ville de Quimper
44 Place Saint Corentin
29000 QUIMPER

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Etendue des prestations.....	3
1.6 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation.....	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 - Variantes	4
3 - Conditions relatives au contrat	4
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	4
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	4
4 - Contenu du dossier de consultation	4
5 - Présentation des candidatures et des offres	5
5.1 - Documents à produire.....	5
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	6
6.1 - Transmission électronique	7
6.2 - Transmission sous support papier.....	7
7 - Examen des candidatures et des offres	8
7.1 - Sélection des candidatures	8
7.2 - Attribution des accords-cadres	8
7.3 - Suite à donner à la consultation	11
7.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents	Erreur ! Signet non défini.
8 - Renseignements complémentaires.....	11
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	11
8.2 - Procédures de recours	11

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation a pour objet la fourniture et la livraison de matériel d'éclairage public pour la ville de Quimper.

Lieu de livraison

Centre technique municipal
18 rue Jules Verne
29000 QUIMPER

Date prévisionnelle de notification : Juillet 2024

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type de contrat

Il s'agit d'un accord-cadre avec un montant minimum et un montant maximum passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 5 lots :

Lots	Désignation
1	Equipement d'éclairage public pour le centre historique
2	Equipement d'éclairage public pour le secteur AVAP hors centre historique
3	Equipement d'éclairage public pour zones résidentielles
4	Equipement d'éclairage public pour axes routiers périphériques
5	Equipement d'éclairage public pour poteaux béton armé

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre séparé.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Etendue des prestations

Les montants minimum et maximum pour la durée totale de l'accord-cadre sont les suivants :

Lots	Désignation	Montant minimum €HT	Montant maximum €HT
1	Equipement d'éclairage public pour le centre historique	50 000,00 €	200 000,00 €
2	Equipement d'éclairage public pour le secteur AVAP hors centre historique	200 000,00 €	800 000,00 €
3	Equipement d'éclairage public pour zones résidentielles	100 000,00 €	400 000,00 €

4	Equipement d'éclairage public pour axes routiers périphériques	100 000,00 €	400 000,00 €
5	Equipement d'éclairage public pour poteaux béton armé	100 000,00 €	400 000,00 €
	TOTAL	550 000 €	2 200 000 €

1.6 - Nomenclature

Code principal	Description
34928500-3	Équipement d'éclairage public

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est toutefois interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat

La durée du contrat est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes (article R. 2192-10 du Code de la Commande Publique).

L'opération sera financée sur le budget principal de la ville de Quimper, section d'investissement – imputation 21538-15018-512

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Un Bordereau des Prix Unitaires (BPU) par lot ;
- Un devis quantitatif estimatif (DQE) par lot ;

- Un cas type par lot comprenant un plan de localisation des lanternes à changer avec les objectifs photométriques attendus et un plan autocad du site ;

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'acheteur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Seuls les candidats s'étant authentifiés lors du retrait du dossier de consultation à l'adresse électronique renseignée ci-dessus seront informés de ces modifications. Les candidats ayant retiré le dossier de consultation anonymement, ou par un autre moyen que celui indiqué dans le présent article, ne pourront être informés et ne pourront élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

L'acheteur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats sont entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat doit produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

5.1 – Pièces de la candidature

- **Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :**

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
La lettre de candidature et, en cas de groupement, habilitation du mandataire par ses cotraitants (modèle DC1, DUME ou document équivalent)	Non
La déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique (DC1, DUME ou équivalent)	Non
Le cas échéant, la déclaration du candidat justifiant qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (modèle DC1, DUME ou équivalent)	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2, DUME ou équivalent)	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique	Non

Adhésions et certifications :

Libellés	Signature
Certificat d'éligibilité aux certificats d'économie d'énergie fiches C.E.E, RES-EC-103, RES-EC 104 cas n°1	Non
Certification ISO 9001 en cours de validité	Non
Certification ISO 14001 en cours de validité	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Il est porté à l'attention des candidats qu'en vertu de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, ils ont la faculté de remplacer les documents demandés ci-dessus (pièces de la candidature) par la production d'un Document Unique de Marché Européen (DUME), issu du règlement d'exécution 2016/7 de la Commission du 5 janvier 2016.

Le DUME se substitue aux DC1, DC2 et peut être complété à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il doit ensuite être téléchargé et joint au dossier de réponse.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

5.2 – Pièces de l'offre

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE)	Non
Le mémoire technique comprenant les fiches techniques des matériels proposés et les études photométriques des cas types	Non
Un échantillon de la lanterne proposé pour le lot correspondant	Non
Le Devis Quantitatif Estimatif (DQE) complété pour le lot concerné	Non
Le Bordereau des Prix Unitaire (BPU) complété pour le lot concerné	Non

6 - Conditions d'envoi des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Ville de Quimper
Direction des affaires juridiques et financières
Service de la commande publique
CS 26004 - 29107 Quimper cedex

Mentionner sur l'enveloppe « Copie de sauvegarde et la référence de la consultation »

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer. Afin d'éviter tout retard dans la notification, ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer électroniquement leur offre avant de la déposer. À défaut, ils sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué.

Le candidat qui choisit de signer son offre dès son dépôt aura recours à un certificat de signature électronique de type RGS**, conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique (annexe n° 12 du Code de la commande publique) et signe uniquement l'acte d'engagement.

En cas de signature électronique, l'acheteur préconise d'utiliser le format de signature PaDES.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie papier n'est pas autorisée.

6.3 – Echantillons

Afin d'analyser les offres, les candidats fournissent les échantillons suivants :

- 1 lanterne par lot

Chaque échantillon doit porter une étiquette ou une mention précisant :

- L'intitulé du marché public et du lot correspondant
- Le nom et l'adresse du candidat

Les échantillons doivent parvenir directement au service Voirie, Centre Technique Municipal, 18 rue Jules Verne, 29000 Quimper avant la date et heure limites fixées pour la remise des offres. Un récépissé de dépôt sera alors remis au candidat.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des lots

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre inappropriée, irrégulière ou inacceptable sera éliminée.

Chaque candidat pourra au maximum être titulaire d'un seul lot. Il est donc dans l'intérêt des candidats de cibler le lot sur lequel il souhaite répondre.

Dans le cas où un candidat serait classé en première position de plusieurs lots, il sera déclaré attributaire du lot pour lequel il aura obtenu la meilleure note. Pour les autres lots, le candidat classé en 2^e position se verra attribuer le lot correspondant. Si besoin, il pourra être attribué aux candidats suivants dans l'ordre du classement.

Dans le cas où un candidat aurait la même note sur plusieurs lots, il sera déclaré attributaire d'un lot par ordre d'attribution des lots suivant : lot 1 - lot 2 - lot 3- lot 4 – lot 5

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot 1 :

Critères et sous critères	Pondération
1-Correspondance de l'esthétique de la lanterne proposée par rapport aux lanternes déjà installées en centre historique de Quimper	40.0 %
2-Offre financière sur la base du détail estimatif complété correspondant au cas type du lot 1	20.0 %

3-Rendu photométrique sur la base de l'uniformité calculée dans l'étude photométrique correspondante au lot 1	10.0 %
4- Consommation électrique proposée une fois le nouveau matériel installé (cas type 1)	10.0 %
5 - Qualité générale de construction de la lanterne proposée au regard de : l'échantillon fourni, du taux de recyclage du corps de lampe et de la méthode de suivi de la programmation proposée	20.0 %

Pour le lot 2

Critères et sous critères	Pondération
1-Correspondance de l'esthétique de la lanterne proposée par rapport aux lanternes déjà installées en secteur AVAP de Quimper	20.0 %
2-Offre financière sur la base du détail estimatif complété correspondant au cas type du lot 2	30.0 %
3-Rendu photométrique sur la base de l'uniformité calculée dans l'étude photométrique correspondante au lot 2	15.0 %
4- Consommation électrique proposée une fois le nouveau matériel installé (cas type 1)	15.0 %
5 - Qualité générale de construction de la lanterne proposée au regard de : l'échantillon fourni, du taux de recyclage du corps de lampe et de la méthode de suivi de la programmation proposée	20.0 %

Pour le lot 3

Critères et sous critères	Pondération
1-Correspondance de l'esthétique de la lanterne proposée par rapport aux critères du CCTP	10.0 %
2-Offre financière sur la base du détail estimatif complété correspondant au cas type du lot 3	20.0 %
3-Rendu photométrique sur la base de l'uniformité calculée dans l'étude photométrique correspondante au lot 3	30.0 %
4- Consommation électrique proposée une fois le nouveau matériel installé (cas type 1)	30.0 %
5 - Qualité générale de construction de la lanterne proposée au regard de : l'échantillon fourni, du taux de recyclage du corps de lampe et de la méthode de suivi de la programmation proposée	10.0 %

Pour le lot 4

Critères et sous critères	Pondération
1-Correspondance de l'esthétique de la lanterne proposée par rapport aux critères du CCTP	10.0 %
2-Offre financière sur la base du détail estimatif complété correspondant au cas type du lot 4	30.0 %
3-Rendu photométrique sur la base de l'uniformité calculée dans l'étude photométrique correspondante au lot 4	30.0 %
4- Consommation électrique proposée une fois le nouveau matériel installé (cas type 1)	15.0 %
5 - Qualité générale de construction de la lanterne proposée au regard de : l'échantillon fourni, du taux de recyclage du corps de lampe et de la méthode de suivi de la programmation proposée	15.0 %

Pour le lot 5

Critères et sous critères	Pondération
---------------------------	-------------

1-Correspondance de l'esthétique de la lanterne proposée par rapport aux critères du CCTP	10.0 %
2-Offre financière sur la base du détail estimatif complété correspondant au cas type du lot 5	30.0 %
3-Rendu photométrique sur la base de l'uniformité calculée dans l'étude photométrique correspondante au lot 5	30.0 %
4- Consommation électrique proposée une fois le nouveau matériel installé (cas type 1)	15.0 %
5 - Qualité générale de construction de la lanterne proposée au regard de : l'échantillon fourni, du taux de recyclage du corps de lampe et de la méthode de suivi de la programmation proposée	15.0 %

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /5.

Les critères sont notés sur 5.

Les sous-critères sont notés sur 5.

- **La note du critère « Offre financière » sera obtenue selon le calcul suivant :**

Le candidat proposant l'offre la moins-disante obtient la note maximum, soit 5 points.

Pour les autres candidats, la note est obtenue selon le calcul suivant :

$$N(i) = (MMD/M) * 5$$

Dans laquelle :

N (i) est la note attribuée à l'offre de prix du candidat (montant total hors TVA) ;

M est le montant de l'offre du candidat,

MMD est le montant de l'offre la moins-disante.

Le montant de l'offre la moins-disante correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Cette note sera arrondie au 100ème supérieur si le millième est égal ou supérieur à 5, au 100ème inférieur si le millième est inférieur à 5 ; elle ne pourra être négative ou dépasser 5.

- **Les critères de la « valeur esthétique » et de la « qualité de construction » seront notés à partir des éléments du mémoire technique de la manière suivante :**

- Très insuffisant : 1
- Insuffisant : 2
- Moyen : 3
- Satisfaisant : 4
- Très satisfaisant : 5

- **La note du critère «Rendu photométrique » sera obtenue selon le calcul suivant :**

Le candidat proposant l'offre l'uniformité la plus proche du rendu souhaité obtient la note maximum, soit 5 points.

Pour les autres candidats, la note est obtenue selon le calcul suivant :

$$N(i) = 5-5*((U-Uobj)/Uobj)$$

Dans laquelle :

N (i) est la note attribuée au rendu photométrique du candidat ;

U est l'uniformité moyenne de l'étude photométrique du candidat,

Uobj est l'uniformité objectif du cas type.

Cette note sera arrondie au 100ème supérieur si le millième est égal ou supérieur à 5, au 100ème inférieur si le millième est inférieur à 5 ; elle ne pourra être négative ou dépasser 5.

- **La note du critère « Baisse de consommation sur puissance installée » sera obtenue selon le calcul suivant :**

Le candidat proposant la consommation totale la plus faible sur le cas type obtient la note maximum, soit 5 points.

Pour les autres candidats, la note est obtenue selon le calcul suivant :

$$N(i) = (PMD/P) * 5$$

Dans laquelle :

N(i) est la note attribuée à la proposition de consommation installée du candidat (en watt) ;

P est la puissance proposée de l'offre du candidat dans le cas type,

PMD est la puissance proposée de l'offre la moins-disante.

Cette note sera arrondie au 100ème supérieur si le millième est égal ou supérieur à 5, au 100ème inférieur si le millième est inférieur à 5 ; elle ne pourra être négative ou dépasser 5.

7.3 - Suite à donner à la consultation

Le ou les candidats attributaires d'un accord-cadre seront donc retenus à titre provisoire en attendant la production des certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Il sera demandé au candidat retenu de fournir :

- Les attestations délivrées par les administrations compétentes prouvant que le candidat est à jour de ses obligations sociales et fiscales ;
- Le numéro SIREN du ou des titulaires ;
- La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- les attestations d'assurance nécessaires à l'exercice des prestations ;
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB).

Il sera également demandé au candidat retenu de fournir, si l'offre déposée n'a pas été signée, l'acte d'engagement revêtu d'une signature électronique ou manuscrite.

Si dans les délais précisés par l'acheteur ; le candidat retenu n'est pas en mesure de fournir les documents demandés, le marché sera attribué à l'offre classée en deuxième (sous réserve qu'elle fournisse à son tour les documents demandés).

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes

3 Contour de la Motte

35044 RENNES CEDEX CS 44416
Tél : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.